



HAL
open science

Lutter pour une politique publique négociée Les OSC et la réforme foncière au Sénégal 2012-2016

Philippe Lavigne Delville

► **To cite this version:**

Philippe Lavigne Delville. Lutter pour une politique publique négociée Les OSC et la réforme foncière au Sénégal 2012-2016. Atelier international Lutttes pour la "démocratie" en Afrique Rencontre avec des chercheurs et des militants du Nord et du Sud, Nov 2021, Dakar (Sénégal), Sénégal. <ird-04925326>

HAL Id: ird-04925326

<https://ird.hal.science/ird-04925326v1>

Submitted on 2 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



Lutter pour une politique publique négociée

Les OSC et la réforme foncière au Sénégal
2012-2016

Ph.Lavigne Delville

Luttes pour la "démocratie" en Afrique
Rencontre avec des chercheurs et des militants du Nord et du Sud
Dakar 16-20 novembre 2021

Introduction

- Des politiques publiques négociées, une dimension de la démocratie
 - Mise en avant depuis les 2000s, dans un contexte d'approfondissement néolibéral
 - Diversité des intérêts, enjeux de représentation; la participation comme condition ? De qui ? Comment ?
- Réformes des politiques foncières et citoyenneté : legs coloniaux, dualisme légal et exclusion de l'accès au droit
- Le *Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal (CRAFS)* : de la lutte contre les accaparements fonciers à l'implication dans la formulation de politique foncière
 - Enjeux du passage de la contestation à la contribution
 - Dilemmes et débats internes
 - Effets de la participation

1. La lutte contre les accaparements fonciers et l'émergence du CRAFS

- Les « grands accaparements fonciers » des années 2000
 - Un processus mondial, révélé et exacerbé par la crise alimentaire de 2007 et la crise financière de 2008
 - Au Sénégal, un encouragement politique explicite par le régime libéral de Wade
- L'appui d'OSC sénégalaises aux collectifs luttant contre les accaparements
 - Appuis financiers et stratégiques
 - Veille et circulation d'informations
 - Médiatisation et dénonciations
 - Articulations à l'international



Les principaux sites de lutte contre les accaparements fonciers



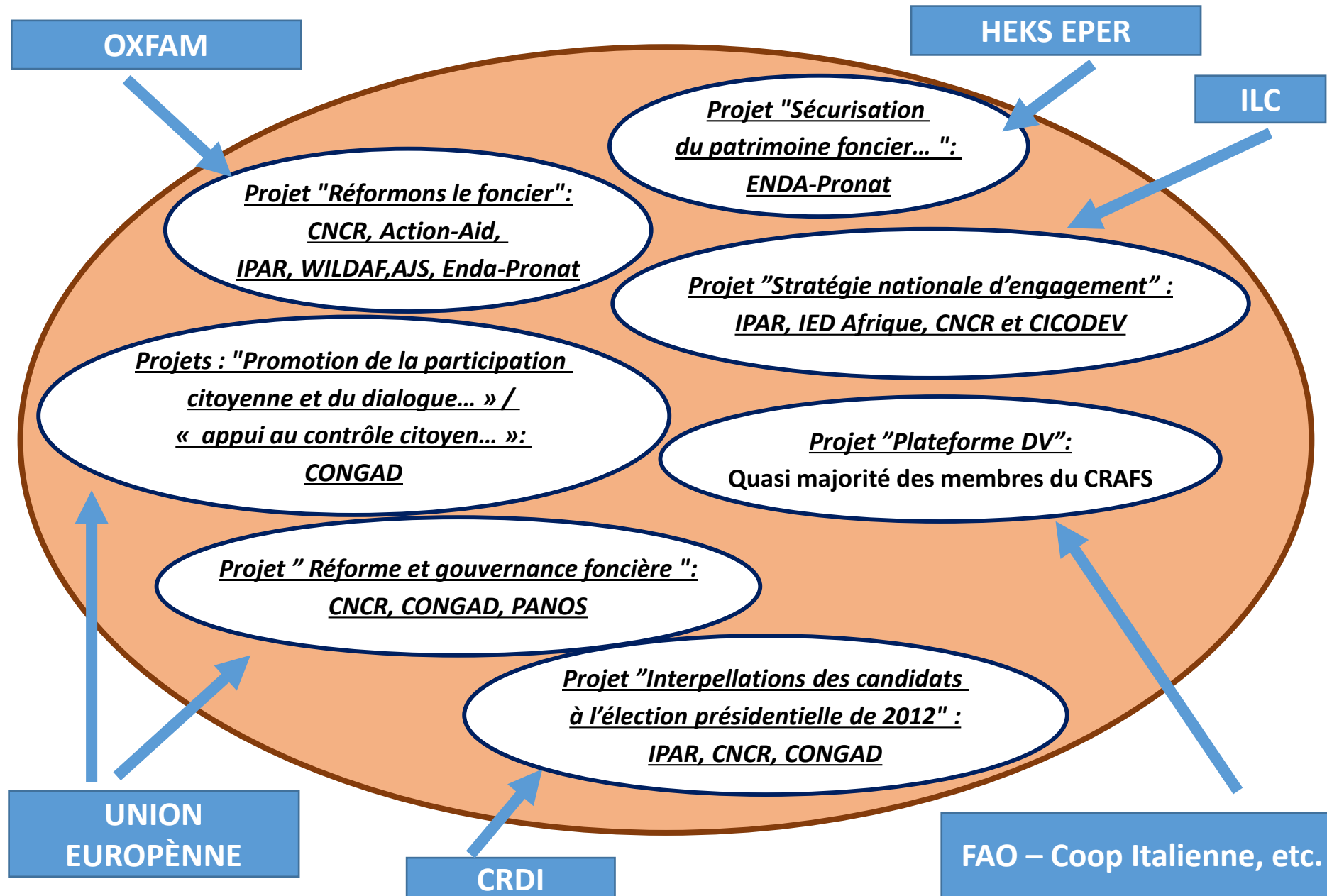
• Le Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal

- Un réseau informel d'organisations engagées sur la question foncière, créé en 2010
- De la contestation à la revendication d'une réforme foncière inclusive

Tableau 1. La diversité des membres du CRAFS⁶

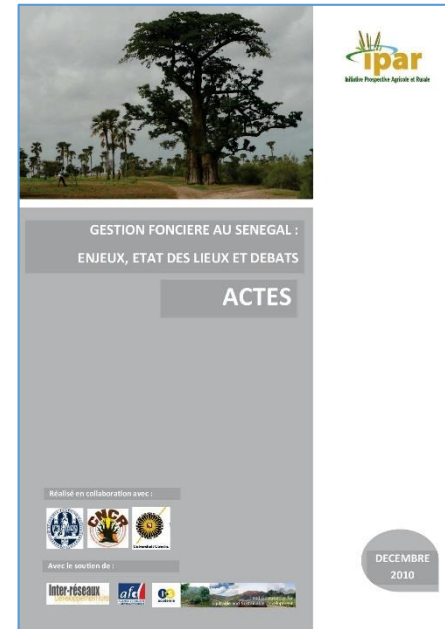
Les caractéristiques	Les membres
L'organisation paysanne faîtière représentant le monde rural	CNCR, FAPD
Les organisations militantes menant des interventions directes sur le terrain et structurées principalement autour du plaidoyer, de la mobilisation sociale et de l'appui aux communautés	ENDA Pronat, ActionAid, ACCES, CERFLA
Les organisations de recherche, d'études et de production des connaissances avec souvent un statut d'ONG, de bureau d'études ou de think tank	IPAR, IED Afrique, GESTES, Gret, ENDA Lead, VECO (devenu Rikolto)
Les organisations qui fondent leurs interventions sur une approche « droit »	ActionAid, Wildaf, AJS, Action Solidaire Internationale, RADI, etc.
Les organisations de type transversal qui balayent tout le champ de la gouvernance locale	CONGAD, Forum Social Sénégalais, le réseau national des femmes rurales
Les organisations de consommateurs qui interviennent sur les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle	CICODEV

Les principaux programmes des membres du CRAFS





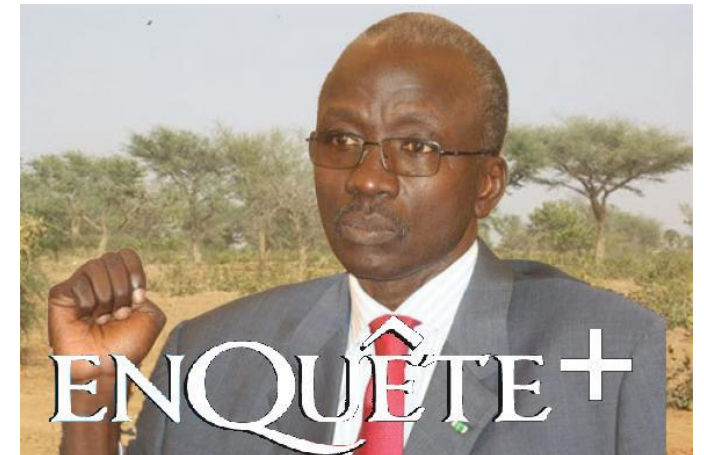
- De nombreuses initiatives dans les années 2010-2015
 - Dénoncer les accaparements
 - Documenter la question foncière
 - Expérimenter des démarches
 - Revendiquer une réforme foncière « participative et inclusive »
- *L'interpellation des candidats en 2012*
- *Le lancement de la CNRF*



2. La *Commission nationale de réforme foncière* (2012-2016) : une rupture dans la façon de penser la réforme foncière

- Des pressions à des réformes depuis les années 1980
 - Privatiser les terres ou sécuriser les droits fonciers des citoyens
 - Des processus et des résultats variés, produits de l'économie politique du foncier
- Au Sénégal, 20 ans de débats inaboutis
 - La Loi sur le domaine national (1964) et le socialisme africain
 - Limiter l'expansion de la propriété privée, de simples droits d'usage en milieu rural
 - Une loi dépassée ?
 - Des tentatives avortées de l'Etat pour prendre le contrôle des terres du DN
 - Le tournant libéral, la Nouvelle Politique Agricole (1984) et le Plan d'action sur le foncier (1995)
 - Le 1^{er} jet de la Loi d'orientation agricole (LOA) (2003)
 - La Commission nationale du droit sur la terre (CNRDT – 2005)
 - Une forte mobilisation des OP : propositions et capacité de blocage
 - Les propositions paysannes de 2004 – revues en 2011
 - La lutte contre le volet foncier de la LOA
 - La lutte contre les accaparements fonciers

- La relance de la réforme foncière par Macky Sall
 - Le *Plan Sénégal Emergent* et la promotion de l'investissement
 - La mise en place de la *Commission nationale de réforme foncière* (2012)
 - Avec le Pr Moustapha Sourang, une approche « participative et inclusive » (déc 2014)
 - Les OSC reconnues comme interlocuteurs
 - Un comité technique avec les experts du rural
 - Une démarche itérative, avec concertations locales



3. Participer à un processus « inclusif et participatif » : un engagement critique

- Participer ou pas ? Les dilemmes
 - Recherche de consensus ou légitimation de l'agrobusiness ?
 - Immatriculer au nom de l'Etat ou des collectivités : un cadrage inacceptable
 - Les experts amis au CT : alliés ou trahison?
- Une impressionnante somme d'actions, sur différents fronts
- Cinq modes d'action complémentaires, mobilisés au fil de l'eau
 - Influencer le cadrage et la méthodologie
 - Tenter d'intégrer le Comité technique
 - Contester le cadrage et mettre en avant l'enjeu des choix politiques
 - Introduire les ateliers de concertation intercommunaux

- Tenter d'imposer son cadrage et d'ouvrir le dialogue en mobilisant d'autres scènes
 - Le Forum foncier mondial et la journée « Sénégal » (mai 2015)
 - ENDA PRONAT et la recherche des « principes paysans » de gouvernance foncière
 - L'invitation au CTFD à Paris (juin 2015)
 - Les Directives volontaires et les différents projets collectifs
- S'impliquer dans l'animation des consultations locales (juin 2015)
 - Des animateurs de la SC pour les consultations locales, piège ou opportunité ?
 - Préparer les organisations locales
 - Un accès indépendant au contenu des débats locaux

- Elaborer des positions et des propositions communes (juillet/déc.2015)
 - De la contestation aux propositions
 - « Harmoniser les positions » : la difficile préparation d'un document collectif
 - La question du marché foncier : une controverse forte
 - Les propositions
 - Une Loi sur le domaine national réhabilitée et rénovée
 - Des accords négociés et contractuels pour les investisseurs
- Publiciser les positions des OSC
 - La remise officielle du document de position du CRAFS à la CNRF (janvier 2016)
 - Mettre en scène la mobilisation paysanne : le « grand théâtre » (octobre 2016)

4. Une victoire paradoxale : l'échec de la Commission et la démobilisation du CRAFS

- L'abandon du cadrage « immatriculation », une victoire des OSC
- Le *Document de politique foncière* (octobre 2016) : des principes acceptables, des compromis ambigus
- Le rejet du DPF et la dissolution de la CNRF (mai 2017)
- La loi sur les Zones économiques spéciales (janvier 2017) : la vraie réforme ?

- Une forte démobilisation du CRAFS
- Des tentatives limitées pour relancer le débat sur la réforme et le DPF

Conclusions

- Les réformes des politiques : ouvertes ou par la bande ?
- De la contestation à l'implication dans la formulation de réformes
 - Un engagement critique, entre plaidoyer, propositions et manifestations de force
 - Tensions internes entre leaders et jeunes techniciens
 - Un cran de retard en termes de propositions
 - Un renouvellement des alliés académiques
 - Une crédibilité accrue, une reconnaissance institutionnelle
 - Plaidoyer et institutionnalisation, au risque d'affaiblir la capacité contestataire



- La fin d'un cycle de mobilisation ?
 - Une démobilisation au carrefour de plusieurs facteurs
 - Epuisement et découragement face à l'échec de la CNRF
 - Nouvelles thématiques (agroécologie), nouveaux programmes de financement... et baisse du foncier dans l'agenda des bailleurs
 - La montée en responsabilités des « jeunes techniciens » des années 2010
 - Une quasi-absence sur les fronts actuels de mobilisation contre les spoliations foncières
 - La concurrence d'autres OSC : Forum Civil, Y en a marre, Frapp....

LA POPULATION DE DOUGAR

FRAPP
FRONT POUR UNE REVOLUTION ANTI-IMPERIALISTE POPULAIRE ET PANAFRICAIN

Y EN A MARRE

"SUNU SUUF SUNU BAKKAN!"

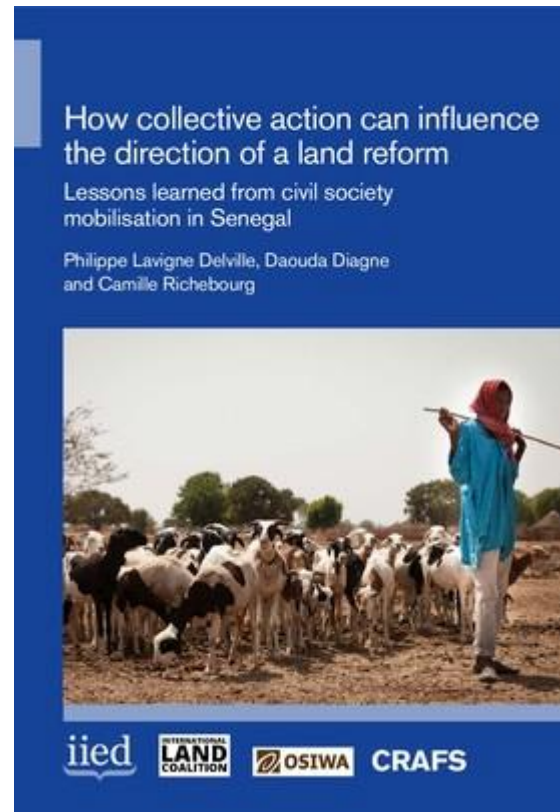
Organise
Une grande marche pacifique à Dougar
ce dimanche 06 juin 2021 à 10h

Départ centre de formation professionnelle
bâtiment et travaux publics

arrivée Mairie de Diamniadio
tous à la manifestation

- Se redynamiser pour préparer 2024 ?
 - Des revendications précises contres les sources de spoliations foncières, et non plus une demande large d'un processus « inclusif »
 - Des alliances élargies à construire : rural/périurbain/urbain; OSC plaidoyer et protestataires
 - La question des liens avec les partis politiques

- Je vous remercie



<https://pubs.iied.org/12610iied>



<https://pubs.iied.org/fr/12610fiied>